

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE	7
S'interroger sur une mise en récit classique de l'histoire des politiques d'immigration	8
Les hauts fonctionnaires : un chaînon essentiel dans les rapports entre « État, nation et immigration » ?	12
<i>Un groupe à la charnière d'un mode de domination étatico-national</i>	13
<i>Utiliser la diversité des espaces occupés par les « grands commis »</i>	14
<i>Des « hauts fonctionnaires » acteurs de la re-politisation de certains dossiers ?</i>	17
Mettre au jour les effets d'un travail de formulation	18
PREMIÈRE PARTIE.	
S'INTÉRESSER À CELUI QU'ON NE CROISE PAS	23
■ CHAPITRE I. UNE « TECHNOCRATISATION » DE L'ADMINISTRATION DES ÉTRANGERS	25
La photo de famille floue d'un espace administratif en mutation	27
<i>Le poids des affectations ministérielles</i>	30
<i>Une distribution des signes d'importance qui recoupe une division généraliste/spécialiste</i>	34
La relégation des anciens « anciens bureaucrates » et l'émergence de nouvelles figures	35
<i>La fin de carrière des rédacteurs « méritants »</i>	36
<i>L'arrivée d'un personnel formé à l'ENA</i>	38
<i>La mainmise des grands corps sur les nouveaux postes de direction</i>	40
La détermination d'une nouvelle illusion administrative	42

<i>Au-delà du « hasard » : le corps et la prescription d'un champ des possibles</i>	43
<i>La masculinisation et la stigmatisation progressive' du bureaucrate « procédurier »</i>	49
<i>La multiplication des instances interministérielles</i>	55
Une nouvelle division du travail social de domination	57
<i>Des micro-dépendances vis-à-vis des très « grands commis »</i>	59
<i>Des conseillers et des cabinets spécialisés sur l'immigration</i>	60
<i>La création de groupements partiels</i>	63
Les effets d'une revalorisation symbolique de l'administration des étrangers	64
■ CHAPITRE 2. EN VENIR « AUX ÉTRANGERS » DANS LE SILLAGE DE LA DÉCOLONISATION	67
Un ennoblissement de l'immigration induit par la structuration d'une nouvelle diplomatie	69
<i>Une histoire de l'immigration à l'aune d'un nouveau « face-à-face » bureaucratique</i>	69
<i>Une nouvelle représentation consulaire en position « d'alerter » le gouvernement</i>	71
<i>La noblesse d'État face à l'émigration des « nationaux français »</i>	74
<i>Un plaidoyer pour l'abandon des objectifs d'Évian</i>	75
<i>Une nouvelle diplomatie qui détermine un nouveau rapport coût/avantage autour de « l'immigration algérienne »</i>	76
Le redéploiement des structures de surveillance des indigènes et la duplicité des lexiques durant la période de transition	76
<i>La bi-latéralisation définitive des rapports franco-algériens de main-d'œuvre</i>	82
<i>La suppression du SAMAS et la transmission des « dossiers »</i>	85
De la question algérienne à la « compétence immigrée » : une reconversion délicate	88
<i>Faire vivre, au-delà de 1962, le besoin de ses propres compétences en matière de migration algérienne</i>	89
<i>Des reconversions en ordre dispersé</i>	89
<i>La conversion au lexique de l'immigration</i>	94
■ CHAPITRE 3. QUAND L'INTENDANCE NE SUIT PLUS	99
Au Trésor : des foyers alternatifs à l'idéal monétariste	100

TABLE DES MATIÈRES

<i>La CCCE : le laboratoire de nouveaux dispositifs en direction des travailleurs immigrés (1960-1970)</i>	100
<i>De la formation-réinsertion à l'invention de l'aide au retour</i>	103
<i>Des foyers alternatifs pour travailleurs immigrés</i>	105
<i>Le tiers-mondisme à l'épreuve du néo-monétarisme</i>	107
<i>Comment les économies des immigrés deviennent « un problème » à la direction du Trésor</i>	108
<i>L'éviction des « anciens » résistants et l'homogénéisation d'une perception des rapports Nord/Sud</i>	112
<i>Faire valoir une « compétence en matière d'immigration » pour contrer l'argument technique</i>	113
La mainmise sur les comités interministériels sur l'immigration (1970-1974)	116
<i>La mise à l'écart des experts et la monopolisation du discours économique sur l'immigration</i>	117
<i>La circonscription du champ des financements possibles</i>	119
<i>Le déplacement des frontières entre politique et technique</i>	121
La promotion d'une « rationalisation budgétaire » au FAS (1971-1977)	121
<i>Un « moine-soldat » au FAS : portée et conséquences sur l'immigration d'un nouveau rapport au rôle</i>	123
<i>Importer une terminologie gestionnaire</i>	128
<i>« On ne peut pas tout financer »</i>	129
<i>La politique d'immigration réinscrite dans un nouveau champ des possibles</i>	131
DEUXIÈME PARTIE.	
S'INSTITUER EN AGENT NÉCESSAIRE	
D'UNE « POLITIQUE NÉCESSAIRE »	
■ CHAPITRE 4. LA CRÉATION D'UNE DIRECTION DES MIGRATIONS	
Le bouleversement des routines et le réagencement d'un ordre institutionnel	136
<i>La matrice d'un « discours maison » prônant la « nécessaire organisation » de l'immigration</i>	137
<i>L'évolution d'un discours anti-algérien ou l'effet d'une position minoritaire mais dominante</i>	139
<i>La rencontre improbable de deux histoires administratives</i>	142

UNE POLITISATION FEUTRÉE

<i>Les « jeunes énarques » au service de l'élaboration d'une rhétorique savante à finalité « restrictive »</i>	146
La mise en alerte du pouvoir politique	152
<i>« Devancer l'histoire » et promouvoir l'arrêt de l'immigration</i>	152
<i>Un investissement au-delà du simple « respect des règlements »</i>	156
<i>« When the tail wags the dog » : ou les limites des analyses par « l'impulsion politique »</i>	158
■ CHAPITRE 5. DES ENTREPRISES CONVERGENTES DE CONVERSION DU POUVOIR POLITIQUE À LA MAÎTRISE DES FLUX (1970-1972)	165
À l'intérieur : l'actualisation d'une logique de police	166
<i>La surchauffe de la Direction de la Réglementation</i>	167
<i>Se faire après « 1968 » le porte-voix du spectre de « la manipulation des travailleurs arabes par les gauchistes »</i>	170
<i>Limiter l'immigration comme le réclame « l'esprit public »</i>	173
Les circulaires Marcellin-Fontanet : l'aboutissement de deux formes d'influence au long cours	178
Des circulaires décisives dans l'enclenchement d'un « registre de crise »	182
■ CHAPITRE 6. ENTRETENIR LA FLAMME D'UNE POLITIQUE RESTRICTIVE (1972-1974)	187
Atténuer le coût politique et diplomatique des décisions prises	187
<i>Attester du « racisme » des Français</i>	193
À la DPM : garder le cap et faire des « tensions » un argument supplémentaire	199
■ CHAPITRE 7. « 1974 » ET LA SUSPENSION PROVISOIRE DE L'IMMIGRATION	205
« Fermer les frontières en temps de crise » : les limites de l'explication par l'acteur rationnel	207
La décision de 1974 comme sous-produit de l'émergence d'une « avant-garde » administrative	213
<i>Des acteurs qui portent la décision et parviennent à contourner des contradictions structurelles</i>	214
<i>Défendre la décision au nom de son « effet spectaculaire », des « problèmes de logement » et d'un éventuel « nouveau mai 68 »</i>	216
Une alliance de circonstances derrière un unanimité apparent	220

TROISIÈME PARTIE. SE MUER EN GARDIEN DU NATIONAL ET PROCLAMER UN « ÉTAT DE CRISE » (1975-1981)	223
■ CHAPITRE 8. LA MISE EN MOTS D'UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ INTÉGRÉ À L'OFFRE POLITIQUE	227
« Il fallait exister » : la composition d'un cabinet ministériel à la hauteur d'une ambition politique	228
<i>La valorisation de profils conformes aux nouveaux canons de la haute fonction publique</i>	232
<i>Rédiger pour son ministre un « livre-programme »</i>	234
<i>Légitimer l'intervention du politique en clamant la nécessité d'une remise en ordre (symbolique)</i>	236
<i>Participer à la réactualisation des figures sociales d'un problème de l'immigration</i>	237
De l'état d'esprit prêté aux foules aux « bains de foule » : l'autolégitimisation d'un intérêt porté aux immigrés	245
<i>L'immigration remise au centre des débats publics</i>	248
■ CHAPITRE 9. VALORISER LE TRAVAIL OUVRIER POUR LES « FRANÇAIS » & ORGANISER « LE RETOUR » DES ÉTRANGERS	251
Revaloriser le travail ouvrier pour le réserver aux français (1976-1981)	253
<i>Légitimer le « nécessaire » retour des Français vers l'usine et la fin d'une ascension sociale collective</i>	255
<i>La fin d'un compromis historique : il n'y a plus de « sot métier »</i>	256
<i>Un discours sur le travail manuel lié à la « suspension de l'immigration »</i>	258
<i>Convaincre le patronat d'embaucher des Français</i>	260
<i>« Cela nous est tombé dessus comme une maladie »</i>	261
<i>La réactivation d'un lien historique entre anti-communisme et un « problème de l'immigration »</i>	263
Promouvoir l'aide au retour en dénonçant le « racisme populaire »	266
<i>« Pour Stoléru, l'arsenal législatif... tout ça c'était de la tringlerie »</i>	267
<i>Un appareil d'État mobilisé pour s'assurer que « des Français remplacent les travailleurs immigrés »</i>	271
■ CHAPITRE 10. LES HAUTS FONCTIONNAIRES FACE AUX POLITIQUES DE RETOURS FORCÉS (1977-1981)	279
Les résistances à la formalisation juridique d'un projet politique	281

S'opposer au «Président des Français» au nom de «l'intérêt de la France»	287
---	-----

Le haut fonctionnaire militant contre les mesures anti-immigrés ? 293

Des oppositions feutrées convergentes avec des oppositions publiques	297
---	-----

CONCLUSION.

AU-DELÀ DE LA PENSÉE D'ÉTAT... VERS UNE HISTOIRE EN PRATIQUES DE LA POLITISATION D'UN PROBLÈME PUBLIC DE L'IMMIGRATION	301
---	-----

*Les conséquences d'un «ennoblissement»
de l'administration des étrangers* 302

*L'émergence d'une avant-garde administrative en mesure
de (re)faire de l'immigration un «problème»* 304

*La nécessité de dissocier l'analyse de l'état d'esprit prêté
aux foules de l'analyse des registres de légitimation
des politiques migratoires* 305

Les conditions sociales de possibilité de contre-pouvoir 306

LISTE DES ABRÉVIATIONS	308
-------------------------------	-----

NOTES	311
--------------	-----